



Vesoul.fr

58 rue Paul Morel
70000 VESOUL

EXTRAITS DES REGISTRES DES ARRÊTÉS DU MAIRE

~~~~~

LE MAIRE,

**Objet : Modification du règlement des cimetières de la Ville de Vesoul**

N° 25-031

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

Vu le décret n°2011-121 du 28 janvier 2011 relatif aux opérations funéraires ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2213-7 et suivants, L.2223-1 et suivants, R.2223-1 à R.2223-23, R.2213-31 à R.2213-33 et R.2213-39 à R.2213-42, relatifs à la réglementation des cimetières et des opérations funéraires confiant au maire la police des funérailles et des lieux de sépultures ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 78 et suivants ;

Vu le Code pénal ;

Vu la délibération du conseil municipal fixant les tarifs des concessions ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes mesures propres à assurer l'inhumation, l'exhumation, la réglementation, la gestion et la police de l'enceinte des cimetières communaux ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le règlement des cimetières de la commune de Vesoul afin de préciser les conditions d'accès et les modalités liées à l'accompagnements des défunts ;

**Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services ;**

ARRETE

ARTICLE 1 : Le règlement des cimetières communaux, ci-annexé, entre en vigueur à compter de la signature du présent arrêté. Il se substitue aux arrêtés municipaux antérieurs ayant été publiés.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté ainsi que le règlement seront tenus à disposition du public en mairie et sur le site internet de la Ville de Vesoul.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et Monsieur le Responsable de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté.



Fait à Vesoul, le 06/02/25

LE MAIRE,

Alain CHRETIEN

*Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.*

*Tribunal Compétent : Tribunal Administratif de Besançon – 30 rue Charles Nodier – 25000 Besançon*



## ***Sommaire***

|                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Informations pratiques .....                                                          | 2  |
| Historique .....                                                                      | 3  |
| Article 1 : Droit à la sépulture .....                                                | 5  |
| Article 2 : Organisation et fonctionnement du service municipal des cimetières .....  | 5  |
| Article 3 : Organisation des cimetières communaux .....                               | 6  |
| Article 4 : Dispositions générales applicables aux concessions .....                  | 6  |
| Article 5 : Columbarium .....                                                         | 8  |
| Article 6 : Jardin du souvenir et puits du souvenir .....                             | 8  |
| Article 7 : Espace cinéraire et cavurnes .....                                        | 9  |
| Article 8 : Carré des anges .....                                                     | 9  |
| Article 9 : Règles applicables aux inhumations .....                                  | 10 |
| Article 10 : Règles applicables aux exhumations .....                                 | 12 |
| Article 11 : Caveau provisoire situé dans l'ancien cimetière .....                    | 13 |
| Article 12 : Modalités de reprise des terrains communs et des terrains concédés ..... | 14 |
| Article 13 : Ossuaires .....                                                          | 15 |
| Article 14 : Obligations des entrepreneurs funéraires .....                           | 15 |
| Article 15 : Droits et devoirs des concessionnaires .....                             | 18 |
| Article 16 : Accès aux cimetières .....                                               | 19 |
| Article 17 : Personnel affecté aux cimetières .....                                   | 19 |
| Article 18 : Poursuites .....                                                         | 20 |
| Article 19 : Modification .....                                                       | 20 |
| Article 20 : Publicité .....                                                          | 20 |
| GLOSSAIRE .....                                                                       | 21 |

## Informations pratiques

### **Bureau du service d'état civil**

58 rue Paul Morel 70000 Vesoul

Tél. : 03 84 78 64 09

Fax. : 03 84 78 64 51

Ancien cimetière Rue du Souvenir Français 70000 Vesoul

Tél. : 03 84 75 78 29

Bureau d'accueil : 06.08.72.86.53

Nouveau cimetière Rue Miroudot-Saint-Ferjeux 70000 Vesoul

Tél. : 03 84 75 41 32

Horaires d'accueil des cimetières

Au public (sauf fermeture exceptionnelle pour exhumation) :

D'avril à Octobre : 8h à 19h

De Novembre à Mars : 8h à 16h45

1er Novembre (Toussaint) : 8h à 19h

Accueil des entreprises :

Les véhicules sont autorisés par l'administration à pénétrer dans l'enceinte des cimetières du lundi au vendredi de 8h à 11h45 et de 13h45 à 16h30.

Accueil des convois :

Les véhicules sont autorisés par l'administration à pénétrer dans l'enceinte des cimetières toute l'année de 8h à 16h. Le dernier convoi accepté est à 16h.

Le service cimetière se réserve le droit de refuser l'accueil des entreprises et des convois pour des motifs d'ordre public et de sécurité publique.



## Historique

### *Ancien cimetière, rue du Souvenir Français*



1770, le cimetière de la ville était situé entre la rue Saint-Georges et la rue de la Halle puis transféré rue du Breuil. En 1783, il fut transféré au-delà de la porte Saint-Martin, dans les vignes au canton « du Danvion ».

L'accès par la rue du cimetière date de l'ouverture de celui-ci.

On propose de ragrandir en doublant son étendue en 1850, par une surface de 2 hectares 31 ares et 15 centiares en prenant une partie des dépendances du collège. L'Archevêque s'y oppose avec raison. Alors on choisit l'emplacement actuel dans les vignes de la Motte.

Vous pourrez découvrir les tombes les plus intéressantes comme celle de l'évêque constitutionnel de la Haute-Saône, J-B. Flavigny (1732-1816), du député Georges Genoux (1794 -1846), du docteur Gevrey (1807-1888) ainsi que 11 maires et de nombreuses autres personnalités portant les noms des rues de VESOUL ; il faut signaler aussi une statue, malheureusement inachevée de J. Grosjean (1872-1906) et intitulée Méditation.

A l'entrée du cimetière côté rue des Danvions, vous trouverez un carré militaire de 210 tombes de 14-18, morts pour la France, réaménagé par le Souvenir Français, fleuri et entretenu par la Ville de Vesoul.

### *Nouveau cimetière, rue Miroudot St Ferjeux*





Etant donné l'impossibilité de continuer d'assurer les inhumations dans l'ancien cimetière suite à un manque de place, il a été décidé par le conseil municipal en date du 5 janvier 1941 un projet d'aménagement d'un nouveau cimetière à Barboilloz.

Les travaux commencèrent le 1er juin 1942 sur une surface de 2 hectares 17 ares et 78 centiares pour environ 2 027 concessions.

L'ouverture du nouveau cimetière est fixée le 5 juin 1944.

Afin que nul n'oublie le sacrifice des 130 Haut-Saônois « Mort pour la France » en Algérie, Maroc, Tunisie, entre 1952 et 1962, un mémorial AFN est dressé dans le bas du cimetière chef-lieu du département.

Il sera inauguré le 2 octobre 1994.

En hommage aux 242 Haut-Saônois morts pour la France en Extrême-Orient (Indochine et Corée) entre 1944 et 1955, un monument commémoratif a été inauguré le 17 mars 2012.

Suite à la demande plus importante des dépôts d'urnes en concession, en 2007 il a été décidé l'aménagement d'un espace paysagé cinéraire caverne dans le bas du cimetière.



## Article 1 : Droit à la sépulture

Conformément à l'article L2223-3 du Code Général des collectivités territoriales, les sépultures sont dues dans les cimetières de Vesoul pour les personnes suivantes :

- 1 - aux personnes décédées sur son territoire, quel que soit leur domicile,
- 2 - aux personnes domiciliées sur son territoire, alors même qu'elles se- raient décédées dans une autre commune,
- 3 - aux personnes non domiciliées dans la commune mais ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille,
- 4 - aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur les listes électorales de celle-ci.

## Article 2 : Organisation et fonctionnement du service municipal des cimetières

**Le service de l'état civil, situé à l'Hôtel de Ville, assure :**

- Le suivi des tarifs de vente,
- La vente des plaques d'identification des défunts (jardin du souvenir)
- La délivrance des différentes autorisations : permis d'inhumer, travaux, laissez-passer...

**Les services techniques assurent :**

- La police générale des opérations funéraires et des cimetières,
- L'orientation des entreprises funéraires, la surveillance des travaux et des ouvrages exécutés par leurs soins,
- L'application des arrêtés de concessions,
- Le relevé des infractions qui pourraient être commises,
- L'entretien des espaces verts
- La vente des concessions funéraire et des renouvellement ;
- La délivrance des différentes autorisations : permis d'inhumer, travaux,
- Laissez-passer
- La vente des monuments funéraires d'occasion
- La reprise des concessions en état d'abandon



## Article 3 : Organisation des cimetières communaux

### Nouveau cimetière :



### Entièrement clos de murs, il se compose de :

- 15 carrés (pleine terre, caveaux, terrains communs),
- Un columbarium (CYPRES) et « Jardin du Souvenir »,
- Un espace cinéraire caverne,
- Un ossuaire,
- Un carré des anges

### Ancien cimetière :

Entièrement clos de murs, il se compose de :

- 11 carrés (pleine terre, caveaux)
- Un ossuaire,
- Un caveau provisoire,
- Deux columbariums,
- Un puits du souvenir,
- Un carré dédié aux « morts pour la France 14-18 »
- Des caverne dans l'espace Thirria

Le plan figuratif du cimetière est visible au service de l'Etat Civil ainsi qu'auprès du gardien du cimetière et à chaque entrée.

## Article 4 : Dispositions générales applicables aux concessions

### Catégories de concessions

- **Individuelle ou particulière** : pour la personne expressément désignée.
- **Familiale** : pour le concessionnaire (le fondateur) et l'ensemble de ses ayants droit. Il est possible d'exclure dans ce type de concession un ayant droit direct.



- **Collective ou nominative** : pour les personnes expressément désignées dans l'acte de concession.

### Durée des concessions

#### **Les différentes durées des concessions des cimetières sont les suivantes :**

15 ans, 30 ans, 50 ans, perpétuelle : emplacement pleine terre, caverne, columbarium, emplacement constructible

### Dimensions des concessions

Les concessions sont distantes entre elles de 40 centimètres sur les côtés et de 40 centimètres à la tête, sur lesquels il est possible de confectionner un trottoir. Ce trottoir doit être antidérapant et reste propriété de la Ville.

Les fosses ont une largeur de 0,80 mètre, une longueur de 2 mètres, une profondeur minimum de 1,5 mètre pour les fosses simples et 2 mètres pour les fosses doubles.

### Mode d'acquisition d'une concession

Les familles désireuses d'obtenir une concession doivent s'adresser au service cimetière. A défaut, les familles s'adressent au service de l'état civil, qui affecte lui-même l'emplacement.

Les concessions ne sont accordées qu'après l'acquittement du prix à la commune, dont les montants sont fixés par délibération du Conseil Municipal. Le versement devra être fait directement à la Trésorerie principale.

Toute concession donnera lieu à un acte administratif. Le service cimetière vous accompagne pour choisir au mieux votre concession (renseignement sur la durée, sur la catégorie etc).

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas le droit de propriété, mais seulement la jouissance et l'usage avec affectation spéciale et nominative.

Une concession ne peut être transmise que par voie de succession ou de donation entre parents ou alliés à l'exclusion de toute cession à des tiers par vente ou toute autre espèce de transaction. En pareil cas, l'opération serait nulle et sans effet.

Dans un souci d'organisation et de gestion des cimetières, le Maire se réserve le droit de refuser la délivrance d'une concession notamment par manque de place dans le cimetière demandé, en cas de contraintes inhérentes à l'aménagement du cimetière, dans le cas où des concessions funéraires ont déjà été accordées au demandeur et n'ont pas encore reçu de défunts.

Enfin la délivrance d'une concession funéraire peut être conditionnée à la construction d'un caveau, si l'emplacement choisi entraîne un risque pour la sécurité du cimetière. En effet, dans un souci de gestion des cimetières, la délivrance d'une concession ne doit pas porter atteinte à la sécurité des emplacements.

## Renouvellement

Les concessions sont concédées et renouvelées dans le cadre de la législation existante au moment de l'achat ou du renouvellement, au prix et conditions en vigueur.

Le Maire se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession temporaire pour motif d'intérêt général relatif à la sécurité, à la circulation et à l'amélioration des cimetières et sous constat de non entretien (état d'abandon).

La demande de renouvellement doit être présentée par le concessionnaire ou s'il est décédé, par ses héritiers. Dans ce cas, le renouvellement est accordé pour l'ensemble des héritiers du concessionnaire et non au seul profit et droits exclusifs du demandeur.

Il sera fait au plus tôt dans l'année de l'expiration et au plus tard, dans les deux ans après l'échéance. La nouvelle période part de l'expiration de la dernière concession quelle que soit la date de la demande de renouvellement ou celle de l'acte initial. **Si dans la période de 5 années avant l'échéance**, il est procédé à une nouvelle inhumation, le concessionnaire (ou ses héritiers) est tenu de renouveler la concession au tarif en vigueur au moment de l'opération.

## Article 5 : Columbarium

### Définition :

Concession pour dépôt d'urnes dans les cases destinées à cet effet. Ces alvéoles sont en location et fermées par des plaques fournies par la ville de Vesoul.

### Conditions d'utilisation :

- Les cases ne doivent en aucun cas faire l'objet de modifications ou d'adjonctions de la part du concessionnaire.
- Toute décoration, telles que vases, plaques et objets encombrants dénaturant l'aspect du monument et susceptible d'entraîner des réclamations de la part des autres familles est donc strictement interdite (sauf une petite applique porte fleur). L'administration municipale se réserve le droit de faire enlever lesdits objets.
- L'ouverture et la fermeture des alvéoles seront faites sous le contrôle de l'agent municipal chargé des cimetières.

## Article 6 : Jardin du souvenir et puits du souvenir

### Définition :

Espace ou puits dédié à la dispersion des cendres.

### Conditions d'utilisation :

La dispersion des cendres a lieu en présence d'un agent assermenté et d'un représentant de la famille, après autorisation délivrée en mairie.

Il est interdit de déposer des fleurs ou tous objets funéraires sur l'espace jardin du Souvenir : celui-ci est entretenu et décoré par la mairie.



Il est installé dans chaque cimetière une colonne permettant l'identification des défunts dont les cendres ont été dispersées, sur laquelle chaque famille pourra faire poser une plaquette mentionnant les noms et prénoms du défunt, la date de naissance et la date de décès.  
Cette plaquette est en vente uniquement à la mairie service état civil, le coût et la durée d'apposition étant fixés par une délibération du conseil municipal.

## Article 7 : Espace cinéraire et cavurnes



### Définition :

Espace paysagé aménagé par des concessions cavurnes (petit caveau).

### Conditions d'utilisation :

La confection d'un petit monument au choix des familles est possible dans le respect des dimensions maximum qui sont :

- Pour l'ancien cimetière 0.70m de large par 0.90m de long
- Pour le nouveau cimetière 0,70 m de large par 1 m de long

## Article 8 : Carré des anges

### Définition :

Le carré des Anges est destiné à la dispersion des cendres des enfants sans vie pour lesquels un acte d'enfant sans vie a été établie et pour lesquels la naissance s'est produite à l'hôpital de Vesoul ou dont l'un des deux parents justifie d'une résidence sur Vesoul.

Ce lieu est un endroit de recueillement destiné à accompagner les parents et les familles endeuillés.

### Conditions d'utilisation :

La dispersion des cendres a lieu en présence d'un agent assermenté et d'un représentant de la famille, après autorisation délivrée au cimetière.

L'espace de recueillement est accessible par tous et ne constitue pas un caractère privatif pour les familles. L'accès est libre à toute personne désirant se recueillir. La dispersion des cendres dans ce lieu est une offre complémentaire et ne revêt pas un caractère obligatoire.

Les parents pourront décider d'apposer une plaque personnalisée, sur la colonne dédiée à cet effet, comportant notamment le prénom et le nom de l'enfant. Cette plaque est offerte par la municipalité, dans la limite des espaces disponibles sur le monument. Les parents devront s'acquitter du coût de la



gravure. La plaque sera apposée par les services de la ville. Dès lors, que l'espace du monument accueillant les plaques sera complet, il ne sera pas possible d'en retirer pour permettre la pose d'autre plaque à destination d'autres familles. La plaque apposée à un caractère permanent.

Cet espace est entretenu par la mairie. Il ne peut pas être personnalisé par les familles. Aussi, tout objet déposé sera retiré et restitué aux familles, si ces dernières sont identifiables. Le lieu doit rester neutre et accessible à toutes les familles.

## Article 9 : Règles applicables aux inhumations



### Demande d'autorisation préalable

L'inhumation doit être autorisée par monsieur le Maire, chargé de la police des funérailles et des lieux de sépultures. Cette autorisation est délivrée sous forme écrite par le service de l'état civil, sans frais, sur déclaration écrite du représentant de la famille.

Le permis d'inhumer mentionne obligatoirement le nom de la personne décédée, son adresse, l'heure du décès, l'heure prévue pour l'inhumation, l'entrepreneur chargé d'exécuter les travaux nécessaires et habilité obligatoirement par arrêté préfectoral.

Le représentant de la famille doit s'engager à garantir la commune contre toute réclamation qui pourrait survenir à l'occasion de l'inhumation à opérer.

L'agent délégué vérifiera le statut d'ayant droit à l'inhumation suivant l'acte de concession.

Toute personne qui ferait procéder, sans autorisation écrite préalable donnée par M. le Maire, à une inhumation, serait passible des peines indiquées dans le Code Pénal.

### Choix de l'emplacement

Les inhumations ont lieu dans les emplacements choisis par l'administration municipale et concédés par elle, et suivant les alignements qu'elle aura fixés sans aucune distinction de culte ou de nationalité.

Elles ont lieu dans le respect des dispositions générales applicables aux concessions.

Types d'inhumation

L'inhumation dans une concession peut être faite soit en caveau, soit en pleine terre.

#### 1- Inhumation dans un caveau

Les caveaux sont édifiés côte à côte.



Ils ne devront pas comporter plus de trois cases, en profondeur.

Le caveau est obligatoirement ouvert au minimum 48h avant l'inhumation, en présence d'un agent communal, et par l'entrepreneur choisi et déclaré par la famille. Dès le dépôt d'un corps dans une case du caveau, celle-ci est immédiatement isolée au moyen de dalles parfaitement scellées.

La pierre tombale ne constitue pas une isolation suffisante. Dans le cas où des caveaux ne seront pas équipés de tampons ou de couvercles étanches, le constructeur sera dans l'obligation et aux frais du concessionnaire de se mettre en conformité avec la réglementation.

En aucun cas, et quelle que soit la forme des monuments, les corps ne pourront être placés au-dessus du sol.

### 2- Inhumation en pleine terre

Chaque inhumation aura lieu dans une concession pleine terre avec une tolérance de 2 corps superposés compte tenu de la nature du sol.

Le premier corps devra être enterré à 2 mètres de profondeur permettant de déposer le deuxième corps à la profondeur réglementaire, soit à 1,5 mètre. Après descente des corps, la fosse sera remplie de terre foulée.

### 3- Conditions particulières pour les urnes contenant des cendres mortuaires

- En concession :
  - En caveau,
  - En pleine terre,
  - Scellement sur le monument.
- En espace cinéraire caverne,
- En columbarium

### 4- Inhumation des personnes dépourvues de ressources suffisantes en terrains communs



Les personnes dépourvues de ressources suffisantes sont inhumées, aux frais de la commune, dans le carré 13 du nouveau cimetière, dans des sépultures aménagées en caveau 1 place, et suivant les places disponibles.

Ces places sont reprises 5 ans après l'inhumation conformément à la réglementation.



## Article 10 : Règles applicables aux exhumations

### Demande d'autorisation préalable



Seules les entreprises de Pompes Funèbres, préalablement agréées et habilitées par arrêté préfectoral, sont autorisées à procéder aux exhumations. Elles sont tenues de se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

Les exhumations sont effectuées en présence des personnes ayant qualité pour y assister sous la surveillance d'un agent municipal assermenté du cimetière.

Les exhumations demandées par les familles ne peuvent avoir lieu que sur autorisation de M. le Maire. La demande d'autorisation préalable d'exhumation est signée par le plus proche parent du défunt à exhumer, ou par un mandataire dûment autorisé.

### Conditions d'exhumation

L'autorisation d'exhumer peut-être accordée, en principe, quelle que soit l'époque du décès et de l'inhumation.

### Respect des mesures d'hygiène en matière d'exhumation

Les demandes d'exhumation de corps dont le décès remonte à moins d'un an devront être accompagnées d'un certificat délivré par le médecin qui a constaté le décès, attestant que la mort n'était pas consécutive à l'une maladie contagieuse.

Les exhumations des corps des personnes décédées d'une maladie contagieuse ne pourront être effectuées qu'en observant un délai d'au minimum 1 an après l'inhumation.

Les planches de cercueil, plastique ou textile seront transportées dans le plus strict respect des mesures d'hygiènes pour être incinérées par les entreprises d'incinération de déchets.



## Article 11 : Caveau provisoire situé dans l'ancien cimetière



Dans l'ancien cimetière, la commune met un caveau provisoire à la disposition des familles pour le dépôt des défunts et ayants droit en attendant leur inhumation définitive ou leur transfert en dehors de la commune.

Le dépôt dans le caveau provisoire est gratuit.

### *Demande d'autorisation préalable*

L'autorisation de dépôt est délivrée par l'administration municipale sur la production d'une demande écrite, déposée par la famille ou par un mandataire.

### *Durée d'utilisation du caveau provisoire*

Conditions à respecter pour une durée d'utilisation inférieure à 48h Lorsque la durée du dépôt n'est pas supérieure à 48 heures, le corps est placé dans un cercueil en bois dur de 22 millimètres d'épaisseur avec garniture étanche.

Conditions à respecter pour une durée d'utilisation supérieure à 48h ou si le décès est dû à une maladie contagieuse. Si la durée du dépôt excède 48 heures, ou si le décès est dû aux suites d'une maladie contagieuse, le corps est placé dans un cercueil hermétique.

Si le décès est dû aux suites d'une maladie contagieuse, le corps est placé dans un cercueil hermétique équipé d'un système épurateur de gaz, et dans le respect des dispositions de cet arrêté.

Le cercueil hermétique est également nécessaire pour le dépôt d'un cercueil inhumé antérieurement quelle que soit la durée prévue du séjour au caveau provisoire.

### *Conditions de retrait d'un corps déposé dans le caveau provisoire*

Le retrait d'un corps déposé dans le caveau provisoire ne peut avoir lieu qu'en présence d'un agent assermenté et d'un représentant de la famille.

### *Durée maximum d'utilisation du caveau provisoire*



La durée totale du dépôt ne peut excéder 6 mois consécutifs.

Au delà de ce délai, le maire peut décider d'office l'inhumation en terrain commun, après une procédure d'information à la famille concernée.

## Article 12 : Modalités de reprise des terrains communs et des terrains concédés

### 1- Modalités de reprise des terrains communs

La durée des concessions en terrain commun est de 5 ans suivant l'inhumation. Les reprises sont effectuées en fonction des besoins dans les cimetières et sont effectuées par ordre chronologique, en commençant toujours par la rangée la plus ancienne. Deux mois avant la reprise des terrains, les familles sont prévenues par affichage placé à l'entrée du cimetière et par la pose d'une plaque d'information sur le terrain à reprendre.

Durant ces deux mois, les familles ont la possibilité d'ôter tous signes funéraires et autres objets placés sur les tombes de leurs défunts après avoir averti le service état civil. Au-delà de ce délai, tout élément subsistant sur les emplacements devient propriété de la commune.

### 2- Modalités de reprise des terrains concédés temporaires

A défaut de renouvellement d'une concession ou du paiement de la redevance due lors du renouvellement, la commune peut reprendre le terrain préalablement concédé, au terme de deux années suivant la date d'échéance de cette concession.

Les familles et les ayants-droits sont informés par tout moyen de l'existence de ce droit à renouvellement.

A l'expiration de ce délai de deux ans révolus, le terrain objet de la concession funéraire appartient au domaine public de la commune. Les monuments et emblèmes funéraires qui n'ont pas été repris intègrent le domaine privé de la commune après l'expiration de ce délai de deux ans.

### 3- Modalités de reprise des concessions en état d'abandon

Il s'agit des concessions ayant cessé d'être entretenues, après une période de trente ans suivant l'acquisition, et dans lesquelles aucune inhumation n'a eu lieu depuis dix ans.

Lorsque des descendants ou successeurs des concessionnaires sont connus, ils sont avisés par courrier qu'une visite de la concession aura lieu et que leur présence est requise. Cet avis de visite sera affiché également à la mairie de Vesoul ainsi qu'à la porte du cimetière.

Un procès-verbal constatant l'état d'abandon de la concession est dressé après la visite des lieux.

Ce procès-verbal est notifié aux familles ou à la personne chargée de l'entretien de la concession. Il fait également l'objet d'un affichage durant un mois. Ces affichages sont renouvelés deux fois à 15 jours d'intervalle.

Une fois les formalités de publicité accomplies, il est obligatoire de respecter un délai d'un an. Ce délai commence à l'expiration de la période d'affichage. Si durant ce délai aucun entretien n'a eu lieu sur la concession un second procès-verbal sera dressé, notifié et affiché.

Dans le cas, où l'état d'abandon persiste, le maire a la faculté de saisir le conseil municipal qui est appelé à décider de la reprise de la concession. Un arrêté prononçant la reprise de la concession sera dressé.



#### 4- Conséquences de la reprise

Les terrains repris ne peuvent faire l'objet d'un nouveau contrat de concession que lorsque l'enlèvement des matériaux et des restes des personnes inhumées a été effectué.

En aucun cas, les familles ne pourront réclamer à la commune une indemnité pour les caveaux qu'elles auraient fait construire sur un terrain concédé.

A l'expiration du contrat, les caveaux deviennent de plein droit, comme les autres matériaux, propriété de la commune.



### Article 13 : Ossuaires

Un ossuaire existe dans chacun des deux cimetières du territoire de Vesoul. En ce sens, un arrêté du maire a affecté à perpétuité ces édifices dans les cimetières. L'ossuaire permet de recueillir avec la décence et le respect dus aux défunts, les restes mortels à l'état d'ossements, provenant soit de concessions ayant fait l'objet d'une procédure de reprise après constat d'abandon, soit de concession en terrain commun reprises, soit de concessions non renouvelées.

Les restes mortels à l'état d'ossements feront l'objet d'une crémation si aucune opposition n'est connue. Les restes des personnes qui avaient manifesté leur opposition à la crémation sont distingués au sein de l'ossuaire.

### Article 14 : Obligations des entrepreneurs funéraires

Les entreprises de Pompes Funèbres ou autres entrepreneurs funéraires, dûment habilités par arrêté préfectoral, interviennent sur les sépultures, sous la surveillance de l'agent communal.



L'agent en charge des cimetières contrôle les prescriptions imposées par le présent règlement (implantations, dimensions des fosses, ...) et veille au respect de la réglementation funéraire imposée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Tout travail, inhumation, construction de caveaux, de monuments, doit être effectué sur autorisation de l'administration municipale.

Une déclaration préalable doit indiquer la nature des travaux, le lieu d'intervention, et les dimensions de l'ouvrage à exécuter.

Les entreprises sont soumises à l'ensemble des dispositions du présent règlement. Les précisions ci-après sont spécifiques à leur activité.

Une tenue décente est exigée.

#### *Demande préalable d'autorisation de travaux*

Les entreprises sont tenues de déclarer au moins cinq jours ouvrés à l'avance au secrétariat du service cimetière, avec copie au service de l'état-civil, le descriptif des travaux et des ouvrages envisagés.

Ils doivent joindre à leur déclaration tous plans et profils nécessaires à la validation de la construction envisagée.

Une dérogation à ce délai pourra être accordée en cas de création de caveau pour inhumation urgente. Dans ce cas, l'autorisation de travaux sera immédiate.

Pour toute réalisation de travaux, les concessionnaires ou les entrepreneurs doivent remettre à l'agent délégué, l'autorisation de travaux ou le permis de fouille (pour chaque opération relevant d'une habilitation) correspondant.

Un état des lieux contradictoire est dressé avant et après les travaux

#### *Responsabilités des entrepreneurs et règles à observer*

Les entrepreneurs sont entièrement responsables des travaux qu'ils réalisent ou ont réalisés.

Signalétiques sur les ouvrages sont admises de plein droit les inscriptions des noms et prénoms usuels du défunt, ses dates de naissance et de décès. Toutes autres inscriptions devront être préalablement soumises pour validation à l'administration municipale.

#### *Modalités d'intervention sur les ouvrages*

Les entrepreneurs doivent sécuriser les fouilles réalisées pour la construction des caveaux et monuments sur les terrains concédés. Ces fouilles doivent être entourées de barrières ou défendues au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger.

Les travaux doivent être exécutés de manière à ne pas compromettre la sécurité publique et à ne pas gêner la circulation dans les allées.

La dalle de couverture du caveau ne doit pas dépasser le niveau des allées ; toutefois si le terrain présente une certaine déclivité, la partie du caveau la plus enterrée sera au niveau de l'allée contiguë, la dalle étant horizontale.

Aucun monument, entourage, ne pourra être placé sur une tombe sans, qu'au préalable, l'autorisation ait été donnée par l'administration municipale.



Les caveaux doivent être scellés hermétiquement après chaque inhumation. En cas d'inhumation en pleine terre, le remblai de la fosse doit être effectué immédiatement et complètement après la dépose du cercueil dans la fosse.

L'édification d'un monument, dès lors qu'elle a débuté, doit être poursuivie sans interruption. Les travaux en cours d'exécution aux approches des fêtes de la Toussaint et des Rameaux doivent être terminés ou suspendus, les allées et le terrain sont remis en état trois jours avant la date de ces fêtes, exception faite des travaux de finition qui peuvent être exécutés jusqu'au jour précédent ces fêtes. Pour les personnes à mobilité réduite ayant un laissez-passer ainsi que les entreprises, elles ne pourront pas accéder avec leur véhicule deux jours avant les fêtes susmentionnées. Les mortiers et ciments ne peuvent être préparés que sur des planches mobiles ou dans des récipients ad hoc.

Les terres provenant des fouilles, exécutées par les entreprises, sont transportées immédiatement dans des décharges contrôlées, extérieures aux cimetières, par les soins et aux frais des entreprises intervenantes.

Celles-ci doivent s'assurer, avant le transport, qu'aucun ossement ne se trouve mêlé aux terres enlevées.

Aucun dépôt de matériaux ne sera toléré dans les allées, sur les sépultures et sur les terrains libres des cimetières. Les matériaux non retirés par les entreprises seront enlevés par les soins de l'administration communale aux frais de l'entreprise responsable.

Toute dégradation ou accident doit être signalé immédiatement à la mairie.

En cas de défaillance des entreprises, la ville de Vesoul se réserve la faculté de se substituer à l'entreprise défaillante, en passant commande, aux frais de ladite entreprise, des travaux et prestations auxquels celle-ci est incapable de faire face.

En cas de faute grave de l'entreprise dûment constatée (mauvaise exécution des travaux, défaillance caractérisée, récidive...), l'administration municipale est autorisée à la poursuivre en justice et à lui demander des dommages et intérêts.

Les entreprises habilitées qui interviennent dans les cimetières de Vesoul, pour des fouilles ou des exhumations doivent avoir pris connaissance du présent règlement.

Les travaux sont considérés comme définitifs lorsqu'ils sont vérifiés et validés par l'agent délégué. Seuls les inhumations et les travaux afférents à ces inhumations sont autorisés le samedi matin.

Les infractions peuvent être relevées par tout agent assermenté par M. le Maire. En outre, les infractions de toute nature aux prescriptions du présent règlement sont passibles des peines prévues au code pénal.

### Interdictions

#### **Il est interdit :**

- De déposer des monuments ou la terre issue des fouilles sur les constructions voisines : ils seront déposés à un endroit désigné par l'agent municipal.
- De déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées ou l'agrément de l'agent assermenté des cimetières.
- De scier et tailler des pierres destinées à la construction des caveaux et monuments à l'intérieur des cimetières. En conséquence, les entrepreneurs ne devront introduire que les matériaux déjà travaillés prêts à être posés et sur lesquels pourront seulement s'effectuer un travail d'ajustage et de ravalement.



- De procéder à tout travail de construction, réfection, terrassement, les samedis, dimanches et jours fériés. Cette interdiction est également valable pour les particuliers.
- Aux entrepreneurs et à toutes personnes, ayant à effectuer des travaux dans les cimetières, d'y pénétrer autrement que par l'entrée réservée à cet effet.
- De se brancher sur le réseau d'eau de la commune de Vesoul pour effectuer le nettoyage des tombes.

## Article 15 : Droits et devoirs des concessionnaires

### Obligations d'entretien de la concession

Chaque terrain concédé doit être régulièrement entretenu. Dans le cas où le concessionnaire négligerait de se conformer à cette prescription ou s'y refuserait, l'administration dressera procès-verbal de la contravention et fera procéder à l'entretien aux frais du contrevenant.

Les plantations sont faites et maintenues dans les limites du terrain concédé.

Les arbres et arbustes de hautes tiges sur une concession ne doivent pas dépasser 2 mètres.

Les concessionnaires ayant obtenu une concession d'avance sont tenus d'en assurer l'entretien au même titre que les emplacements occupés. Ils doivent notamment dans les six mois suivant l'achat de la concession, avoir fait procéder à la pose d'une semelle de 8 centimètres au-dessus du niveau du sol (140x240).

### Tri des déchets



Tous les déchets de décorations florales (fleurs, couronnes, papiers, etc...) devront être déposés dans les différents conteneurs mis à disposition dans les emplacements aménagés à cet effet.

### Travaux sur les concessions



## GLOSSAIRE

### A

**Alvéole** : case ou cavité destinée à recevoir des urnes cinéraires ou cendriers.

### B

**Boîte à ossements ou Reliquaire** : Réceptacle, généralement plus petit qu'un cercueil, destiné à recevoir les restes mortels d'un ou plusieurs corps exhumés

**Bière** : Cercueil : Enveloppe rigide et fermée, obligatoire et réglementaire, en bois ou matériau agréé permettant le transport, l'Inhumation ou la crémation d'un défunt.

### C

**Carré des anges** : espace dédié à la dispersion des cendres des enfants n'ayant aucune personnalité juridique

**Caveau** : construction en béton dans une fosse, constituée d'une ou plusieurs cases où les cercueils seront déposés (par opposition à fosse pleine terre).

**Cavurne** : petite construction en béton dans une fosse destinée à recevoir des urnes cinéraires

**Caveau provisoire ou caveau d'attente** : Caveau municipal se trouvant dans le cimetière de la ville, qui reçoit les cercueils en attente de l'inhumation dans la sépulture de famille (construction d'un caveau, exhumations à faire, gel empêchant tous travaux, etc...)

**Cendrier (ou urne cinéraire)** : Réceptacle obligatoire destiné à recevoir les cendres pulvérisées du défunt

**Chambre funéraire** : Etablissement comportant des installations destinées à conserver les corps des personnes décédées (sauf par maladie contagieuse) avant la mise en bière et donnant aux familles la possibilité de veiller leur défunt.

**Columbarium** : emplacement ou ensemble de case destinées à recevoir des urnes cinéraires.

**Concession** : emplacement ou terrain loué par la Ville où l'on inhume (enterre) le corps. Contrat par lequel l'Administration autorise une personne privée, moyennant une redevance, à réaliser un ouvrage public ou à occuper privativement le domaine public.

**Crémation** : auto-combustion du corps et du cercueil dans un four chauffé à 800°C.

### D

**Dépositaire** : voir caveau provisoire



E

**Exhumer/exhumation** : sortir un corps de terre pour différentes raisons.

F

**Fosse pleine terre** : Excavation en pleine terre, de profondeur réglementaire, pratiquée dans un cimetière et destinée à recevoir un ou plusieurs cercueils ou urnes.

H

**Habilitation** : Autorisation délivrée par le préfet aux opérateurs qui participent de manière habituelle à la mission de service public du service extérieur des pompes funèbres et qui remplissent les conditions fixées par la loi.

I

**Inhumer / inhumation** : enterrer un corps

J

**Jardin du souvenir** : Lieu situé le plus souvent à proximité du crématorium, généralement dans un cimetière et destiné à la dispersion des cendres des défunts.

M

**Mise en bière** : l'opération qu'effectuent les pompes funèbres en plaçant le corps d'un défunt dans sa bière, c'est-à-dire son cercueil, avant sa fermeture puis la levée du corps.

P

**Permis d'inhumer** : également appelé autorisation d'inhumation, il est délivré par la mairie du lieu d'inhumation et est indispensable à la suite de la procédure.

**Porteur** : Personne possédant les capacités indispensables au portage du cercueil et des accessoires lors de l'exécution des prestations d'un service funéraire.

R



**Réduction** : Action de rassembler lors d'une exhumation les restes mortels dans un reliquaire ou boîte à ossements.

**Réinhumation** : Inhumation effectuée à la suite d'une exhumation

S

**Soins de conservation** : soins effectués à la demande de la famille dans le but d'avoir une meilleure conservation du corps jusqu'à la mise en bière.

T

**Translation** : Déplacement d'un défunt, dans son cercueil ou un reliquaire, à la suite d'une exhumation dans un cimetière ou vers un autre cimetière ou vers un crématorium

U

**Urne cinéraire (ou cendrier)** : Réceptacle obligatoire destiné à recevoir les cendres pulvérisées du défunt

V

**Vacations de police ou Vacations funéraires** : Service d'assistance et de contrôle de la réalisation de certaines opérations funéraires par des fonctionnaires délégués par le maire, qui donne lieu au versement par la famille d'une somme déterminée par un arrêté







Les personnes désireuses d'exécuter elles-mêmes des petits travaux sur leur sépulture, doivent au préalable en faire la déclaration auprès du service cimetière.

En cas de ruine imminente et dangereuse d'un monument funéraire dont l'entretien est à la charge des familles, sommation est faite, par la ville, au concessionnaire ou à ses héritiers, de faire les réparations indispensables.

Si ces réparations ne sont pas exécutées dans le délai imparti, le service municipal des cimetières de la ville de Vesoul est autorisé à prendre toutes mesures préventives permettant d'éviter les dégâts matériels ou corporels auxquels cette situation pourrait donner lieu.

Les concessionnaires et artisans, avant d'établir des caveaux ou monuments, doivent en outre, obtenir l'alignement et la délimitation par la mairie, afin d'éviter les pertes de terrain, les empiètements, etc... L'administration n'intervient en aucune façon dans le redressement des monuments affaissés par suite de tassement de terrain ou pour toute autre cause. Ces travaux incombent entièrement aux concessionnaires ou à leurs héritiers.

La Ville de Vesoul ne peut être tenue responsable de la nature du sous-sol et des intempéries.

## Article 16 : Accès aux cimetières

L'administration municipale ne peut être rendue responsable des vols qui seraient commis au préjudice des familles.

L'accès des cimetières est formellement interdit à tous véhicules et cycles dont notamment les bicyclettes, rollers, trottinettes, skateboard.

Cette interdiction ne vise pas les véhicules de service de la Ville ainsi que les véhicules des entreprises dûment munis d'une autorisation.

Les véhicules admis dans les cimetières ne peuvent circuler qu'à l'allure de l'homme au pas.

Une dérogation peut être obtenue pour les personnes à mobilité réduite sur présentation d'une carte d'invalidité ou d'un certificat médical. Cette dérogation donne lieu à l'établissement d'un laissez-passer (délivré par le service cimetière) valable une année, à renouveler le cas échéant.

Lors d'une inhumation, les personnes à mobilité réduite peuvent, sous certaines conditions, suivre le convoi en véhicule à l'intérieur du cimetière (voir avec l'agent assermenté sur place).

L'accès des cimetières est également interdit aux personnes ivres, aux enfants non accompagnés et aux chiens, même tenus en laisse sauf chien pour mal voyant.

Il est interdit de se réunir à l'intérieur des cimetières de façon tumultueuse et d'y commettre des désordres.

L'administration se réserve la possibilité de poursuites pénales et civiles contre ceux qui auraient causé des dommages.

## Article 17 : Personnel affecté aux cimetières

### Rôle des agents municipaux

Le personnel est chargé :

- De constater l'entrée et la sortie des corps sur les autorisations qui lui sont remis et de collaborer au recensement des cimetières,
- D'effectuer une surveillance destinée à prévenir toute dégradation et



- Maintenir le respect des lieux,
- D'assurer et de faire respecter la propreté des allées,
- De renseigner les familles,
- D'indiquer aux entreprises les lieux de sépultures destinés aux travaux ou inhumations.

L'agent municipal doit attendre chaque convoi funèbre à l'entrée du cimetière pour le diriger vers la sépulture destinée au corps du défunt.

Il doit impérativement lui être remis le permis d'inhumer ou l'autorisation d'exhumation selon le cas.

L'agent du service cimetière exerce une surveillance générale sur l'ensemble des cimetières.

Interdictions imposées aux agents municipaux

Il est interdit à tous les agents municipaux :

- De s'immiscer directement ou indirectement dans le service des pompes funèbres réalisé par une entreprise,
- De solliciter des familles ou des entreprises toute gratification, pourboire ou rétribution quelconque,
- De tenir toute conversation ou adopter toute attitude ou tenue vestimentaire susceptible de nuire à la décence des opérations funéraires ou de choquer les tiers,
- De s'approprier tous matériaux ou objet provenant de concessions expirées ou non.

## Article 18 : Poursuites

Toute infraction au présent règlement sera constatée par les agents chargés de la surveillance des cimetières et les contrevenants poursuivis devant les tribunaux compétents, conformément à la législation en vigueur.

## Article 19 : Modification

Le présent règlement pourra être modifié par un arrêté municipal.

## Article 20 : Publicité

Les tarifs des concessions sont établis par le conseil municipal et sont tenus à la disposition des administrés, à la mairie et sur le site internet.

L'intégralité du présent règlement est tenue à la disposition des administrés sur le site internet de la ville de Vesoul : <https://www.vesoul.fr>

A Vesoul, le

06/02/25

Le maire,

Alain CHRÉTIEN